



Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques

Distr. générale
20 décembre 2016

Français
Original : anglais

Plénière de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques Cinquième session

Bonn (Allemagne), 7-10 mars 2017

Point 7 de l'ordre du jour provisoire *

Dispositifs financiers et budgétaires pour la Plateforme

Budget et dépenses pour la période 2014-2018

Note du secrétariat

Introduction

1. Dans sa décision IPBES-4/2 sur les dispositions financières et budgétaires, la Plénière de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques a adopté le budget pour l'exercice biennal 2016-2017 et a pris note des projets de budget pour 2018 et 2019. La présente note fait rapport sur la mise en œuvre du programme de travail de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques s'agissant du budget. On y trouvera des informations sur l'état des contributions en espèces au Fonds d'affectation spéciale de la Plateforme et sur les contributions en nature (section II), sur les dépenses de 2015 (section III) et sur les montants estimatifs des dépenses de 2016 (section IV). Cette note propose, pour approbation par la Plénière, un projet de budget révisé pour l'exercice 2017-2018 (section V) et un budget indicatif révisé pour la période allant de janvier à mai 2019 (section VI), pour examen.
2. Dans la même décision, la Plénière a prié le Secrétaire exécutif, agissant sous la direction du Bureau, de chercher activement des sources de financement, d'améliorer constamment l'efficacité du fonctionnement de la Plateforme et d'élaborer une stratégie en matière de collecte de fonds, que la Plénière examinerait à sa cinquième session. On trouvera à la section VII un aperçu des coûts de fonctionnement de la Plateforme jusqu'en 2019 et une évaluation des fonds à mobiliser. La section VIII présente un projet de stratégie de collecte de fonds qui est annexé à la présente note, pour examen par la Plénière à sa cinquième session.
3. La section VII de la présente note conclut que les fonds à mobiliser d'ici la septième session de la Plénière (mai 2019) pour mener à bien la mise en œuvre du premier programme de travail s'élèvent à 10 755 622 dollars, montant qui correspond à la différence entre le montant total des dépenses (40 506 766 dollars) et l'ensemble des contributions reçues ou annoncées à ce jour (29 751 144 dollars), en retenant comme hypothèse que de nouvelles évaluations ne seraient pas mises en train avant la septième session. Sans nouvelles annonces de contributions, le déficit s'élèverait à 1 880 157 dollars en 2017, à 7 820 969 dollars en 2018 et, comme noté plus haut, à 10 755 622 dollars en 2019. Face à cette situation critique, le Bureau souhaite inviter instamment les gouvernements et les parties prenantes qui sont en mesure de le faire à annoncer des contributions au profit du Fonds d'affectation spéciale pour 2017 et les années suivantes.

* IPBES/5/1/Rev.1.

4. On trouvera à la section IX de la présente note une série de propositions de mesures que la Plénière pourrait envisager de prendre.

I. État des contributions en espèces et en nature à la Plateforme

5. Le tableau 1 indique l'état, au 15 décembre 2016, des contributions en espèces reçues et de celles annoncées depuis la création de la Plateforme, en 2012.

6. Le tableau 2 indique les contributions en nature reçues en 2016 et les valeurs correspondantes en dollars des États-Unis, telles que fournies ou évaluées en fonction des coûts équivalents dans le programme de travail. Les contributions en nature prennent la forme d'un appui directement fourni par le donateur, et qui n'est donc pas reçu par le Fonds d'affectation spéciale, à des activités prévues dans le programme de travail ou organisées à l'appui de celui-ci, par exemple des activités d'appui technique et la fourniture d'installations pour les réunions et d'un appui local. La valeur totale des contributions en nature perçues en 2016, telles qu'énumérées au tableau 2, est estimée à 5 486 645 dollars.

7. En 2016, une contribution en nature supplémentaire dont le montant estimatif est compris entre 6,1 et 12,2 millions de dollars a été fournie aux travaux de la Plateforme par tous les experts du monde entier (y compris les experts participant aux évaluations, à des groupes d'experts et aux équipes spéciales et les membres du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire) en consacrant entre 10 et 20 % de leur temps à titre gracieux¹. La contribution totale représentée par ces services fournis à titre gracieux depuis 2014 est estimée à un montant compris entre 14,1 et 28,2 millions de dollars².

8. En outre, de nombreuses organisations ont fourni un appui en nature aux travaux de la Plateforme sur les connaissances et les données en apportant un appui à l'utilisation d'indicateurs dans le cadre des évaluations de la Plateforme. Il s'agit des organisations indiquées ci-après : Banque mondiale, BirdLife International, Centre allemand de recherche intégrée sur la biodiversité (Allemagne), Division de statistique du Secrétariat de l'ONU, Fonds mondial pour la nature, Forest Stewardship Council, Global Footprint Network, Indicators for the Seas programme (IndiSeas), initiative de recherche Sea around us, Institut d'écologie sociale à l'Université Alpen Adria à Vienne, Map of Life, Marine Stewardship Council (MSC), Netherlands Environmental Assessment Agency, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Organisation de recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Partenariat relatif aux indicateurs de biodiversité, BioTime, Programme de reconnaissance des certifications forestières (PEFC), Programme des Nations Unies pour l'environnement – Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature (PNUE-WCMC), projet PREDICTS - Projecting Responses of Ecological Diversity in Changing Terrestrial Systems, Réseau d'observation de la biodiversité du Groupe sur l'observation de la Terre (GOT), secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB), Système mondial d'information sur la biodiversité, Terralingua, Tropical Ecology Assessment and Monitoring (TEAM) network, Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), Université de St Andrews, Water footprint network, World Resources Institute (WRI), Yale Center for Environmental Law and Policy, Zoological Society of London.

9. Enfin, un grand nombre de manifestations ont été organisées en 2016 par les gouvernements et les parties prenantes en vue d'informer un large éventail de parties prenantes des différents aspects de la Plateforme aux niveaux national, régional et international. Ces activités ne sont pas mentionnées ici, car elles ne font pas partie du programme de travail approuvé, mais elles ont grandement contribué à faire mieux connaître la Plateforme et à accroître la participation à celle-ci.

10. En 2016, la Plateforme a mobilisé 4 950 113 dollars auprès de la German International Climate Initiative (IKI) par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour le PNUE-WCMC, en vue de financer des projets de renforcement des capacités expressément axés sur les travaux de la Plateforme (produit 1 a).

¹ Ces estimations ont été calculées en utilisant un salaire académique annuel de 52 000 dollars correspondant à la moyenne des salaires à parité de pouvoir d'achat dans 28 pays représentatifs de la diversité géographique des pays membres de la Plateforme. La moyenne des salaires à parité de pouvoir d'achat pour les 28 pays est détaillée dans l'étude ci-après : Philip G. Altbach et al. (dir.). *Paying the Professoriate: A Global Comparison of Compensation and Contract* (Routledge, 2012).

² Ces estimations prennent en compte 1 172 experts pour 2016, 984 pour 2015 et 559 pour 2014.

Tableau 1

État des contributions en espèces reçues ou annoncées depuis la création de la Plateforme en avril 2012 (du 1^{er} mai 2012 au 15 décembre 2016)

(en dollars des États-Unis)

<i>Pays</i>	<i>Contributions</i>						<i>Contributions annoncées, au taux de change pratiqué par l'ONU le 1^{er} décembre 2016</i>					
	<i>2012</i>	<i>2013</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>	<i>2016</i>	<i>Total 2012-2016</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	Total	Total	
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>4</i>	<i>5</i>	<i>(6)</i>	<i>7</i>	<i>8</i>	<i>9</i>	(10)	(11) = (6)+(10)	
Afrique du Sud			30 000			30 000						30 000
Allemagne	1 736 102	1 298 721	1 850 129	1 582 840	1 119 991	7 587 783		1 096 491	1 096 491	2 192 982		9 780 765
Australie		97 860			68 706	166 566				0		166 566
Belgique					44 252	44 252	73 991			73 991		118 243
Canada		38 914	36 496	30 098	30 616	136 124		30 098		30 098		166 222
Chili				23 136	12 150	35 286		15 000		15 000		50 286
Chine			160 000	60 000	2 005	222 005						222 005
Danemark			37 037			37 037						37 037
États-Unis d'Amérique	500 000	500 000	500 000	477 500	541 306	2 518 806						2 518 806
Finlande		25 885	275 626			301 511						301 511
France		270 680	247 631	264 291	252 218	1 034 819						1 034 819
Inde		10 000	10 000			20 000						20 000
Japon		267 900	330 000	300 000	300 000	1 197 900						1 197 900
Lettonie			4 299	3 944	3 889	12 132						12 132
Malaisie				100 000		100 000						100 000
Pays-Bas			678 426			678 426	636 943			636 943		1 315 369
Norvège		140 458	8 118 860	58 357	372 420	8 690 095						8 690 095
Nouvelle-Zélande		16 094	17 134	18 727	34 091	86 046						86 046
République de Corée		20 000				20 000						20 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		1 285 694	1 046 145		228 956	2 560 795		158 730		158 730		2 719 525
Suède		228 349	194 368	128 535	116 421	667 673						667 673
Suisse		76 144	84 793	84 000	84 000	328 937		84 000	83 207	167 207		496 144
Total	2 236 102	4 276 699	13 620 944	3 131 427	3 211 021	26 476 193	710 934	1 384 319	1 179 698	3 274 951		29 751 144

Tableau 2
Contributions en nature reçues en 2016
(en dollars des États-Unis)

<i>Gouvernement/Institution</i>	<i>Activité</i>	<i>Type d'appui</i>	<i>Valeur correspondante (communiquée ou estimée) en 2016</i>
1. Contributions en nature au titre de l'appui technique			
Norvège	Groupe d'appui technique pour l'équipe spéciale sur le renforcement des capacités (produits 1 a) et b))	Appui technique	300 000
UNESCO	Groupe d'appui technique pour l'équipe spéciale sur les systèmes de savoirs autochtones et locaux (produit 1 c))	Appui technique	150 000
République de Corée	Groupe d'appui technique pour l'équipe spéciale sur les connaissances et les données (produit 1 d))	Appui technique	300 000
Afrique du Sud	Groupe d'appui technique pour l'évaluation régionale de la région Afrique (produit 2 b))	Appui technique, installations pour réunions	150 000
Chine	Consultant affecté au secrétariat de la Plateforme pour appuyer la réalisation des évaluations régionales (produit 2 b))	Appui technique	140 000
Colombie	Groupe d'appui technique pour l'évaluation régionale de la région Amériques (produit 2 b))	Appui technique, installations pour réunions	150 000
Japon	Groupe d'appui technique pour l'évaluation régionale de la région Asie et le Pacifique (produit 2 b))	Appui technique, installations pour réunions	150 000
Suisse	Groupe d'appui technique pour l'évaluation régionale de la région Europe et Asie centrale (produit 2 b))	Appui technique, installations pour réunions	271 429
Allemagne	Groupe d'appui technique pour l'évaluation mondiale (produit 2 c))	Appui technique	7 560
Pays-Bas	Groupe d'appui technique pour l'évaluation sur l'analyse de scénarios et la modélisation (produit 3 c))	Appui technique	250 000
Mexique	Appui technique concernant les travaux sur les valeurs (produit 3 d))	Appui technique	22 180
PNUE-Centre de surveillance de la conservation de la nature	Appui technique pour l'élaboration du catalogue des évaluations et du catalogue des outils et méthodes d'appui à l'élaboration des politiques (produit 4 c))	Appui technique	30 000
PNUE	Appui technique pour le secrétariat de la Plateforme	Appui technique	223 100
Total partiel			2 144 269
2. Contributions en nature liées aux réunions prévues dans le cadre du programme de travail approuvé			
PNUD	Deuxième réunion du forum sur le renforcement des capacités de la Plateforme à New York (produit 1 a))	Installations pour réunions, appui technique et local	2 500
Académie hongroise des sciences	Quatrième réunion de l'équipe spéciale sur le renforcement des capacités à Budapest (produit 1 a))	Installations pour réunions, restauration et appui local	7 320
Académie hongroise des sciences	Dialogue sur le renforcement des capacités de la Plateforme avec les parties prenantes d'Europe orientale (produit 1 a))	Installations pour réunions, restauration et appui local	2 440
Allemagne	Deuxième réunion des auteurs des évaluations régionales (produit 2 b)) et de l'évaluation de la dégradation et de la restauration des terres (produit 3 b) i))	Installations pour réunions, appui local	176 471
Total partiel			188 731

Tableau 2 (suite)

Contributions en nature reçues en 2016

(en dollars des États-Unis)

<i>Gouvernement/Institution</i>	<i>Activité</i>	<i>Type d'appui</i>	<i>Valeur correspondante (communiquée ou estimée) en 2016</i>
3. Contributions en nature à l'appui du programme de travail approuvé			
Malaisie	Quatrième session de la Plénière	Installations pour réunions, dépenses de représentation, matériel et fournitures	974 000
Malaisie	Quatrième session de la Plénière : contribution du pays hôte	Appui en matière de voyage	194 099
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Frais de voyage du Président de la Plateforme aux fins de sa représentation	Appui en matière de voyage	20 000
Institut des stratégies environnementales mondiales	Projet de l'Institut des stratégies environnementales mondiales et du Fonds japonais pour la biodiversité relatif au renforcement des capacités de la Plateforme (produit 1 a))	Dépenses de personnel	75 000
Fonds japonais pour la biodiversité	Projet de l'Institut des stratégies environnementales mondiales et du Fonds japonais pour la biodiversité relatif au renforcement des capacités de la Plateforme (produit 1 a))	Ateliers de renforcement des capacités, appui à l'atelier sous-régional de dialogue avec les détenteurs de savoirs autochtones et locaux	1 000 000
Fondation pour la recherche sur la biodiversité	Réunion de dialogue pour la mise en place de comités nationaux pour la Plateforme dans les pays africains francophones à Rabat (Maroc) (produit 1 a))	Installations pour réunions	12 406
Ministère français des affaires étrangères	Réunion de dialogue pour la mise en place de comités nationaux pour la Plateforme dans les pays africains francophones à Rabat (produit 1 a))	Installations pour réunions	22 297
PNUD	Appui technique pour le renforcement des capacités dans le cadre du réseau sur la biodiversité et les services écosystémiques (BES-Net (produits 1 a) et b))	Appui technique	390 000
Suisse	Deuxième réunion du groupe d'experts d'Europe et d'Asie centrale à Zadar (Croatie) (produit 2 b))	Frais de voyage et d'hébergement, installations pour réunions et appui local	54 372
SwedBio et CSIR	Atelier sur les valeurs en Afrique (produit 3 d))	Frais de voyage et d'hébergement, installations pour réunions et appui local	52 258
SwedBio et Institut Humboldt	Atelier sur les valeurs en Amérique latine (produit 3 d))	Frais de voyage et d'hébergement, installations pour réunions et appui local	74 213
SwedBio et Wildlife Institute of India	Atelier sur les valeurs en Asie et dans le Pacifique (produit 3 d))	Frais de voyage et d'hébergement, installations pour réunions et appui local	65 000
Oppla	Fourniture d'architecture Web prête à l'emploi comme base pour le catalogue des outils et méthodes d'appui à l'élaboration des politiques (produit 4 c))	Logiciels et appui technique	150 000
UICN	Appui technique pour la mise en œuvre de la stratégie d'association des parties prenantes (produit 4 d))	Appui technique	70 000
Total partiel			3 153 645
Total (1+2+3)			5 486 645

II. Dépenses de l'exercice 2015

11. Le tableau 3 indique les dépenses de l'année 2015, au 31 décembre 2015, par rapport au budget pour 2015 approuvé par la Plénière à sa troisième session (décision IPBES-3/2) en comptabilité de caisse modifiée (c'est-à-dire, y compris les dépenses effectives et les engagements).

Tableau 3
Dépenses pour 2015
 (en dollars des États-Unis)

<i>Poste de dépenses</i>	<i>Budget pour 2015</i>	<i>Dépenses de l'année 2015</i>	<i>Solde</i>
1. Réunions des organes de la Plateforme			
1.1 Session de la Plénière			
Frais de voyage des participants à la troisième session de la Plénière (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance)	480 000	434 156	45 844
Services de conférence (traduction, édition et interprétation) et lieu de réunion	600 000	522 735	77 265
Services d'établissement des rapports de la Plénière ^a	60 000	–	60 000
Services de sécurité (locaux et sécurité des Nations Unies) ^b		99 475	-99 475
Total partiel 1.1 Session de la Plénière	1 140 000	1 056 366	83 634
1.2 Réunions du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire			
Frais de voyage et coût des réunions pour les participants aux réunions du Bureau	103 500	50 357	53 143
Frais de voyage et coût des réunions pour les participants aux réunions du Groupe d'experts multidisciplinaire	240 000	82 578	157 422
Total partiel 1.2 Réunions du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire	343 500	132 935	210 565
Total partiel 1.3 Frais de voyage du Président pour représenter la Plateforme	20 000	–	20 000
Total partiel 1 Réunions des organes de la Plateforme	1 503 500	1 189 301	314 198
2. Mise en œuvre du programme de travail			
2.1 Objectif 1 : renforcer les capacités et les connaissances concernant l'interface science-politique pour que la Plateforme puisse s'acquitter de ses principales fonctions	1 658 750	1 087 211	571 539
2.2 Objectif 2 : renforcer l'interface science-politique dans le domaine de la biodiversité et des services écosystémiques aux niveaux sous-régional, régional et mondial ainsi que de manière transversale	1 871 250	1 962 758	-91 508
2.3 Objectif 3 : renforcer l'interface science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques s'agissant des questions thématiques et méthodologiques	1 620 000	1 238 510	381 490
2.4 Objectif 4 : faire connaître et évaluer les activités de la Plateforme, ses produits et ses conclusions	342 500	192 950	149 550
Total partiel 2 Mise en œuvre du programme de travail	5 492 500	4 481 429	1 011 071
3. Secrétariat			
3.1 Personnel			
3.1.1 Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur			
Chef de secrétariat (D-1)	283 600	201 571	82 029
Administrateur de programme (P-4)	223 100	165 398	57 702
Administrateur de programme (P-4) ^c	–	–	–
Administrateur de programme (P-3)	186 100	18 264	167 836
Administrateur de programme (P-3)	186 100	94 740	91 360
Administrateur de programme (adjoint de 1 ^{re} classe) (P-2)	161 800	82 531	79 269
Administrateur de programme (adjoint de 1 ^{re} classe) (P-2)	93 933	0	93 933
Total partiel 3.1.1 Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	1 134 633	562 505	572 128

Tableau 3 (suite)
Dépenses pour 2015
 (en dollars des États-Unis)

<i>Poste de dépenses</i>	<i>Budget pour 2015</i>	<i>Dépenses de l'année 2015</i>	<i>Solde</i>
3.1.2 Secrétariat : Personnel d'appui administratif			
Assistant administratif (G-6)	113 000	60 690	52 310
Assistant administratif (G-6)	56 500	–	56 500
Assistant administratif (G-5)	56 500	29 498	27 002
Assistant administratif (G-5)	113 000	59 489	53 511
Assistant administratif (G-5)	113 000	59 713	53 287
Total partiel 3.1.2 Personnel d'appui administratif	452 000	209 390	242 610
Dispositif intérimaire d'appui au secrétariat			
Appui intérimaire technique et de secrétariat	–	171 426	-171 426
Total partiel 3.1.3 Dispositif d'appui intérimaire	–	171 426	-171 426
Total partiel 3.1 Personnel	1 586 633	943 321	643 312
3.2 Dépenses de fonctionnement du secrétariat (autres que les dépenses de personnel)			
3.2.1 Voyages en mission			
Voyages officiels	100 000	76 708	23 292
Total partiel 3.2.1 Voyages en mission	100 000	76 708	23 292
3.2.2 Formation du personnel			
Formation professionnelle à la gestion des projets	10 000	8 325	1 675
Umoja et formation aux entretiens d'appréciation des compétences	12 000	233	11 767
Total partiel 3.2.2 Formation du personnel	22 000	8 557	13 443
3.2.3 Matériel et fournitures de bureau			
Matériel consommable (articles d'une valeur unitaire inférieure à 1 500 dollars)	4 500	4 374	126
Fournitures de bureau	12 000	5 751	6 249
Total partiel 3.2.3 Matériel et fournitures de bureau	16 500	10 126	6 374
3.2.4 Locaux			
Contribution au coût des services communs dans le complexe des Nations Unies à Bonn (Allemagne) (entretien des locaux à usage de bureaux, sécurité, standard téléphonique, etc.)	45 000	44 000	1 000
Total partiel 3.2.4 Locaux	45 000	44 000	1 000
3.2.5 Imprimantes, photocopieuses, appui informatique et dépenses accessoires			
Utilisation et entretien des imprimantes et des photocopieuses	5 000	887	4 113
Acquisition de quatre licences de logiciel Microsoft Project et de quatre licences de logiciel Adobe	4 000	–	4 000
Services informatiques de 2015 ^d		22 000	-22 000
Total partiel 3.2.5 Imprimantes, photocopieuses, appui informatique et dépenses accessoires	9 000	22 887	-13 887
3.2.6 Téléphone, affranchissement et divers			
Affranchissement et divers	2 000	2 814	-814
Total partiel 3.2.6 Téléphone, affranchissement et divers	22 000	13 577	8 423
3.2.7 Dépenses de représentation			
Dépenses de représentation	5 000	–	5 000
Total partiel 3.2.7 Dépenses de représentation	5 000	–	5 000
Total partiel 3.2 Dépenses de fonctionnement (autres que les dépenses de personnel)	219 500	175 855	43 645

Tableau 3 (*suite*)
Dépenses pour 2015
 (en dollars des États-Unis)

<i>Poste de dépenses</i>	<i>Budget pour 2015</i>	<i>Dépenses de l'année 2015</i>	<i>Solde</i>
Total partiel 3 Secrétariat (dépenses de fonctionnement et de personnel)	1 806 133	1 119 176	686 957
Total partiel 1+2+3	8 802 133	6 789 906	2 012 226
Dépenses d'appui au programme (8 %)	704 171	543 192	160 978
Coût total à la charge du Fonds d'affectation spéciale	9 506 304	7 333 098	2 173 204
Contribution à la réserve opérationnelle (10 %) ^e	20 476	798 223	(777 747)
Total des ressources nécessaires	9 526 780	8 131 321	1 395 457

^a Les frais d'établissement des rapports de la Plénière pour le Bulletin des négociations de la Terre lors de la troisième session de la Plénière ont été comptabilisés dans les dépenses de l'exercice 2014.

^b Les dépenses de sécurité, d'un montant de 99 475 dollars, ont été encourues au titre de la troisième session de la Plénière et comptabilisées en 2015. Il s'agissait des dépenses afférentes au personnel de sécurité local fourni par le Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) et la Force de sécurité des Nations Unies à l'Office des Nations Unies à Vienne.

^c Administrateur (P-4) détaché par le PNUE.

^d Le Programme des VNU fournit des services informatiques à tous les bureaux du PNUE basés à Bonn au titre d'un accord de prestation de services. Les services comprennent un centre d'assistance, le réseau local, la sécurité Internet, les services relatifs au système des noms de domaine (DNS), les services d'hébergement et les frais d'abonnement à Microsoft Office 365 Enterprise E3. Au titre de l'accord, qui est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2015, les honoraires annuels varient selon le nombre d'utilisateurs; en 2015, ils se sont élevés à 22 000 dollars.

^e Aucune allocation n'a été versée durant l'exercice financier 2014 aux fins d'une contribution à la réserve opérationnelle en 2014. Le montant a par conséquent été transféré à la réserve en 2015, conjointement avec la somme prévue pour 2015 (20 476 dollars), d'où un transfert total de 798 223 dollars.

12. Les dépenses totales pour l'année 2015 se sont élevées à 7 333 098 dollars, ce qui représente une économie de 2 173 204 dollars par rapport au budget approuvé par la Plénière. Cela s'explique principalement par des économies réalisées au titre du programme de travail et des coûts de personnel et de fonctionnement du secrétariat, s'élevant respectivement à 1 011 071 et 686 957 dollars, comme indiqué dans les deux paragraphes suivants, et, dans une moindre mesure, par les économies réalisées au titre des réunions des organes de la Plateforme (314 198 dollars). Le montant correspondant à la réserve opérationnelle pour 2014 (777 747 dollars : voir la note du secrétariat sur les budgets révisés pour 2016-2018 figurant dans le document IPBES/4/13) et 2015 (20 476 dollars), s'élevant au total à 798 223 dollars, a été transféré du Fonds d'affectation spéciale à la réserve en 2015.

13. Les économies réalisées au titre du programme de travail, d'un montant de 1 011 071 dollars, s'expliquent comme suit :

a) Remplacement de deux réunions de cadrage – sur les espèces exotiques envahissantes (produit 3 b) ii)) et sur l'utilisation durable de la biodiversité (produit 3 b) iii)) – par des conférences en ligne (165 000 dollars économisés);

b) Report de la réunion de dialogue sur la facilitation de la production de nouvelles connaissances (produit 1 c)) de 2015 à 2016 (162 500 dollars transférés au budget de 2016);

c) Économies réalisées au titre des lieux de conférence grâce à l'appui en nature de pays et d'organisations et la conduite de réunions à titre gratuit dans le complexe des Nations Unies à Bonn (70 000 dollars économisés);

d) Dépenses moins élevées que prévu au titre des frais de voyage et de l'indemnité journalière de subsistance pour les réunions organisées en 2015, du fait que les experts ont été moins nombreux que prévu à participer à certaines réunions, à pouvoir bénéficier d'un financement (moins de 75 % des participants en ont bénéficié) et à assister à des réunions, et du fait que certaines réunions ont été plus courtes que les cinq jours prévus (613 571 dollars économisés).

14. Les économies d'un montant de 686 957 dollars réalisées au titre du personnel du secrétariat s'expliquent par le retard pris dans le recrutement de personnel en vue de pourvoir les nouveaux postes et de remplacer le personnel ayant quitté la Plateforme. Le secrétariat a fonctionné pendant la plus grande partie de 2015 avec 5 postes pourvus sur les 11 postes inscrits au budget pour l'année considérée. Des économies supplémentaires résultent de l'inclusion dans le budget total d'une réserve importante pour les prestations d'un montant d'environ 600 000 dollars qui n'a pas été utilisée.

15. Depuis la première année de fonctionnement de la Plateforme, son budget inclut par erreur trois réunions du Groupe d'experts multidisciplinaire par an au lieu de deux. De plus, le coût de la participation de plusieurs membres du Groupe lors de la cinquième réunion du Groupe a été imputé à l'objectif 1 du programme de travail (sous-rubrique 2.1) plutôt qu'à la sous-rubrique 1.2 du budget, car la cinquième réunion s'est tenue immédiatement après la réunion commune des trois équipes spéciales de la Plateforme. De même, les frais afférents à la participation de plusieurs membres du Groupe à la sixième réunion du Groupe ont été imputés à l'objectif 2 du programme de travail (sous-rubrique 2.2) plutôt qu'à la sous-rubrique 1.2 du budget, parce que la sixième réunion du Groupe a eu lieu immédiatement après la réunion de cadrage pour l'évaluation mondiale. Ces trois éléments ont entraîné une économie de 157 422 dollars au titre de cette sous-rubrique (1.2) du budget pour 2015. Il est proposé de corriger cette erreur en procédant à un ajustement à compter de 2017 (voir section V A). En outre, les frais de voyage du Président ont été couverts par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ce qui s'est traduit par une économie de 20 000 dollars.

III. Montant estimatif des dépenses pour l'année 2016

16. Le tableau 4 indique le montant estimatif des dépenses pour 2016, au 31 décembre 2016, par rapport au budget pour 2016 approuvé par la Plénière à sa quatrième session (décision IPBES-4/2).

Tableau 4

Montant estimatif des dépenses pour l'année 2016

(en dollars des États-Unis)

<i>Poste de dépenses</i>	<i>Budget approuvé pour 2016</i>	<i>Montant estimatif des dépenses pour 2016</i>	<i>Solde estimatif</i>
1. Réunions des organes de la Plateforme			
1.1 Session de la Plénière			
Frais de voyage des participants à la quatrième session de la Plénière (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance)	500 000	410 045	89 955
Services de conférence (traduction, édition et interprétation)	765 000	770 912	-5 912
Services d'établissement des rapports de la Plénière	65 000	59 998	5 002
Services de sécurité pour la Plénière ^a	100 000	–	100 000
Total partiel 1.1 Session de la plénière	1 430 000	1 240 955	189 045
1.2 Réunions du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire			
Frais de voyage et coût des réunions pour les participants à deux réunions du Bureau	70 900	66 083	4 817
Frais de voyage et coût des réunions pour les participants à deux réunions du Groupe d'experts	240 000	153 906	86 094
Total partiel 1.2 Réunions du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire	310 900	219 990	90 910
Total partiel 1.3 Frais de voyage du Président pour représenter la Plateforme	25 000	–	25 000
Total partiel 1 Réunions des organes de la Plateforme	1 765 900	1 460 945	304 955
2. Mise en œuvre du programme de travail			
2.1 Objectif 1 : renforcer les capacités et les connaissances concernant l'interface science-politique pour que la Plateforme puisse s'acquitter de ses principales fonctions	1 317 500	1 209 859	107 641
2.2 Objectif 2 : renforcer l'interface science-politique dans le domaine de la biodiversité et des services écosystémiques aux niveaux sous-régional, régional et mondial ainsi que de manière transversale	1 598 750	1 189 557	409 193
2.3 Objectif 3 : renforcer l'interface science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques s'agissant des questions thématiques et méthodologiques	651 500	444 894	206 606
2.4 Objectif 4 : faire connaître et évaluer les activités de la Plateforme, ses produits et ses conclusions	275 000	227 268	47 732

Tableau 4 (*suite*)**Montant estimatif des dépenses pour l'année 2016**

(en dollars des États-Unis)

<i>Poste de dépenses</i>	<i>Budget approuvé pour 2016</i>	<i>Montant estimatif des dépenses pour 2016</i>	<i>Solde estimatif</i>
Total partiel 2 Mise en œuvre du programme de travail	3 842 750	3 071 578	771 172
3. Secrétariat			
3.1 Personnel			
3.1.1 Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur			
Chef de secrétariat (D-1)	290 700	192 068	98 632
Administrateur de programme (P-4)	228 700	132 454	96 246
Administrateur de programme (P-4) ^b	–	–	–
Administrateur de programme (P-3)	190 800	97 885	92 915
Administrateur de programme (P-3)	190 800	148 138	42 662
Administrateur de programme (adjoint de 1 ^{re} classe) (P-2)	165 900	90 747	75 153
Administrateur de programme (adjoint de 1 ^{re} classe) (P-2)	165 900	73 321	92 579
Total partiel 3.1.1 Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	1 232 800	734 613	498 187
3.1.2 Personnel d'appui administratif			
Assistant administratif (G-6)	115 900	41 280	74 620
Assistant administratif (G-6)	115 900	24 937	90 963
Assistant administratif (G-5)	115 900	59 485	56 415
Assistant administratif (G-5)	115 900	58 432	57 468
Assistant administratif (G-5)	115 900	41 494	74 406
Total partiel 3.1.2 Personnel d'appui administratif	579 500	225 628	353 872
Total partiel 3.1 Personnel	1 812 300	960 240	852 060
3.2 Dépenses de fonctionnement du secrétariat (autres que les dépenses de personnel)			
3.2.1 Voyages en mission			
Voyages officiels	120 000	66 898	53 102
Total partiel 3.2.1 Voyages en mission	120 000	66 898	53 102
3.2.2 Formation du personnel			
Formation du personnel	25 000	14 499	10 501
Total partiel 3.2.2 Formation du personnel	25 000	14 499	10 501
Dépenses de fonctionnement du secrétariat			
3.2.3 Matériel et fournitures de bureau			
Matériel consommable (articles d'une valeur unitaire inférieure à 1 500 dollars)	4 500	2 849	1 651
Fournitures de bureau	12 000	10 106	1 894
Total partiel 3.2.3 Matériel et fournitures de bureau	16 500	12 955	3 545
3.2.4 Locaux			
Contribution au coût des services communs (entretien des locaux à usage de bureaux, sécurité partagée, standard téléphonique, etc.)	45 000	41 812	3 188
Total partiel 3.2.4 Locaux	45 000	41 812	3 188
3.2.5 Imprimantes, photocopieuses, appui informatique et dépenses accessoires			
Utilisation et entretien des imprimantes et des photocopieuses	5 000	4 101	899
Logiciels et dépenses accessoires	4 000	1 000	3 000
Services d'appui informatique ^c	20 000	49 000	-29 000
Total partiel 3.2.5 Imprimantes, photocopieuses, appui informatique et dépenses accessoires	29 000	54 101	-25 101

Tableau 4 (suite)

Montant estimatif des dépenses pour l'année 2016

(en dollars des États-Unis)

<i>Poste de dépenses</i>	<i>Budget approuvé pour 2016</i>	<i>Montant estimatif des dépenses pour 2016</i>	<i>Solde estimatif</i>
3.2.6 Téléphone, affranchissement et divers			
Téléphone	20 000	9 843	10 157
Affranchissement et divers	2 000	335	1 665
Total partiel 3.2.6 Téléphone, affranchissement et divers	22 000	10 178	11 822
3.2.7 Dépenses de représentation			
Dépenses de représentation	5 000	0	5 000
Total partiel 3.2.7 Dépenses de représentation	5 000	0	5 000
Total partiel 3.2 Dépenses de fonctionnement (autres que les dépenses de personnel)	262 500	200 444	62 056
Total partiel 3 Secrétariat (dépenses de fonctionnement et de personnel)	2 074 800	1 160 684	914 116
Total partiel 1+2+3	7 683 450	5 693 208	1 990 242
Dépenses d'appui au programme (8 %)	614 676	455 457	159 219
Coût total à la charge du Fonds d'affectation spéciale	8 298 126	6 148 664	2 149 462
Contribution à la réserve opérationnelle (10 %)	126 873	126 873	0
Total des ressources nécessaires	8 424 999	6 275 537	2 149 462

^a Selon l'évaluation des risques de sécurité effectuée par le Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'ONU, la Malaisie était au niveau de sécurité 1 (le niveau de risque le plus bas). Pour cette raison, il n'a pas été demandé à l'ONU de fournir des services de sécurité, qui ont été dispensés par le Gouvernement hôte, à ses frais, conformément à l'accord avec le Gouvernement hôte entre le PNUE et le Gouvernement malaisien.

^b Administrateur (P-4) détaché par le PNUE.

^c Le Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) fournit des services informatiques à tous les bureaux du PNUE basés à Bonn au titre d'un accord de prestation de services. Les services comprennent un service d'assistance, le réseau local, la sécurité Internet, les services relatifs au système des noms de domaine (DNS), les services d'hébergement et les frais d'abonnement à Microsoft Office 365 Enterprise E3. Au titre de l'accord, qui est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2015, les honoraires annuels varient selon le nombre d'utilisateurs; en 2015, ils se sont élevés à 22 000 dollars; en 2016, ils ont atteint 49 000 dollars en raison d'une augmentation du nombre d'utilisateurs et d'une augmentation des frais facturés par les VNU pour le centre d'assistance informatique.

17. En 2016, le montant estimatif des dépenses s'est élevé à 6 148 664 dollars, ce qui représente une économie de 2 149 462 dollars par rapport au budget approuvé par la Plénière. Comme en 2015, les économies réalisées par rapport au montant inscrit au budget s'expliquent essentiellement par les économies réalisées au titre du programme de travail (771 172 dollars) et de la rubrique dépenses de personnel et de fonctionnement du secrétariat (852 060 dollars) et, dans une moindre mesure, par des économies réalisées au titre des réunions des organes de la Plateforme (304 955 dollars).

18. Le montant estimatif des économies réalisées au titre du programme de travail (771 172 dollars) résulte des économies réalisées au titre des quatre objectifs, mais en particulier au titre des objectifs 2 (409 193 dollars) et 3 (206 606 dollars) correspondant aux évaluations en cours, comme précisé ci-après : économies réalisées au titre des lieux de conférence grâce à l'appui en nature fourni par des pays et organisations et à la tenue de réunions au complexe des Nations Unies à Bonn (économies d'environ 176 000 dollars et 27 000 dollars, respectivement, au titre des objectifs 2 et 3); dépenses moins élevées que prévu au titre des frais de voyage et des indemnités journalières de subsistance pour les réunions organisées en 2016, du fait que les experts ont été moins nombreux que prévu à participer à certaines réunions, à pouvoir bénéficier d'un financement (moins de 75 % des participants en ont bénéficié) et à assister à des réunions, et du fait que certaines réunions ont été plus courtes que les cinq jours prévus (333 000 dollars économisés pour des réunions tenues à Bonn). Les dépenses de diffusion et de communication concernant les évaluations, la pollinisation et de scénarios ont été principalement comptabilisées en 2015 en vertu du contrat PNUE-WCMC, ce qui s'est traduit par des économies d'environ 260 000 dollars en 2016.

19. Les économies réalisées au titre des dépenses afférentes au personnel du secrétariat, estimées à 852 060 dollars, s'expliquent par les retards intervenus dans le recrutement du personnel en vue de pourvoir les nouveaux postes et de remplacer le personnel ayant quitté la Plateforme. Pendant une partie de 2016, le secrétariat a fonctionné avec seulement 7 des 11 postes prévus au budget pour l'année considérée, du personnel supplémentaire arrivant en mai, juillet et août. Des économies supplémentaires ont résulté de l'inclusion dans le budget d'une réserve importante pour les prestations

d'un montant d'environ 600 000 dollars; ce type de réserve n'est généralement pas dépensé et la réserve ne l'a pas été en 2016.

20. Les économies estimées à 304 955 dollars au titre des réunions des organes de la Plateforme s'expliquent en partie par le fait que Kuala Lumpur est classée par l'ONU comme ayant un niveau de sécurité 1 (le niveau de risque le plus bas). En conséquence, il n'a pas été nécessaire d'utiliser les crédits inscrits au budget pour les services de sécurité des Nations Unies pour la quatrième session de la Plénière, et la sécurité a été assurée par le Gouvernement du pays hôte à ses frais (voir note a) du tableau ci-dessus). Une autre partie des économies réalisées dans ce domaine s'expliquent par l'inclusion erronée dans le budget depuis la création de la Plateforme de crédits pour une troisième réunion annuelle du Groupe d'experts multidisciplinaire, erreur qui sera corrigée en 2017; puisque seulement deux réunions du Groupe d'experts sont organisées chaque année, les fonds alloués à la troisième réunion sont inutilisés. Le reste des économies dans ce domaine découle d'une part du financement par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord des voyages du Président du Groupe, de l'autre de la réduction des frais de voyage des participants à la session plénière grâce à une planification des voyages effectuée longtemps à l'avance.

IV. Projets de budget révisés pour 2017 et 2018

21. Dans sa décision IPBES-4/2, la Plénière a adopté le budget pour l'exercice biennal 2016-2017 et a pris note des projets de budget pour 2018 et 2019, sachant qu'ils devraient encore être révisés avant d'être adoptés. Le tableau 5 présente le budget approuvé pour 2017 et le projet de budget pour 2018, ainsi que les changements proposés et les projets de budget révisés pour ces deux années.

Tableau 5
Projets de budget révisés pour 2017 et 2018
(en dollars des États-Unis)

Poste de dépenses	Budget approuvé pour 2017 par la Plénière de la Plateforme à sa quatrième session		Budget pour 2018 proposé à la Plénière de la Plateforme à sa quatrième session		Montant révisé du budget pour 2018	
	Budget	Modifications proposées	Projet de budget révisé pour 2017	Modifications proposées		
1. Réunions des organes de la Plateforme						
1.1 Sessions de la Plénière						
Frais de voyage des participants aux cinquième et sixième sessions de la Plénière (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance)	500 000		500 000	500 000		500 000
Services de conférence (traduction, édition et interprétation) et lieu de la réunion	765 000	65 000	830 000	765 000	300 000	1 065 000
Services d'établissement des rapports de la Plénière	65 000		65 000	65 000		65 000
Services de sécurité pour la Plénière	100 000		100 000	100 000		100 000
Total partiel 1.1 Sessions de la Plénière	1 430 000	65 000	1 495 000	1 430 000	300 000	1 730 000
1.2 Réunions du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire						
Frais de voyage et coût des réunions pour les participants à deux réunions du Bureau	70 900		70 900	70 900		70 900
Frais de voyage et coût des réunions pour les participants à deux réunions du Groupe d'experts multidisciplinaire	240 000	-70 000	170 000	240 000	-70 000	170 000
Total partiel 1.2 Réunions du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire	310 900	-70 000	240 900	310 900	-70 000	240 900
Total partiel 1.3 Frais de voyage du Président pour représenter la Plateforme	25 000		25 000	30 000		30 000
Total partiel 1 Réunions des organes de la Plateforme	1 765 900	-5 000	1 760 900	1 770 900	230 000	2 000 900

Tableau 5 (suite)
Projets de budget révisés pour 2017 et 2018
(en dollars des États-Unis)

<i>Poste de dépenses</i>	<i>Budget approuvé pour 2017 par la Plénière de la Plateforme à sa quatrième session</i>	<i>Modifications proposées</i>	<i>Projet de budget révisé pour 2017</i>	<i>Budget pour 2018 proposé à la Plénière de la Plateforme à sa quatrième session</i>	<i>Modifications proposées</i>	<i>Montant révisé du budget pour 2018</i>
2. Mise en œuvre du programme de travail						
2.1 Objectif 1 : renforcer les capacités et les connaissances concernant l'interface science-politique pour que la Plateforme puisse s'acquitter de ses principales fonctions	1 067 500		1 067 500	1 067 500		1 067 500
2.2 Objectif 2 : renforcer l'interface science-politique dans le domaine de la biodiversité et des services écosystémiques aux niveaux sous-régional, régional et mondial ainsi que de manière transversale	2 414 250	312 000	2 726 250	1 347 500	218 750	1 566 250
2.3 Objectif 3 : renforcer l'interface science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques s'agissant des questions thématiques et méthodologiques	507 000	56 000	563 000	902 500	-800 000	102 500
2.4 Objectif 4 : faire connaître et évaluer les activités de la Plateforme, ses produits et ses conclusions	275 000	150 035	425 035	345 000	100 035	445 035
Total partiel 2 Mise en œuvre du programme de travail	4 263 750	518 035	4 781 785	3 662 500	-481 215	3 181 285
3. Secrétariat						
3.1 Personnel						
3.1.1 Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						
Chef de secrétariat (D-1)	298 000		298 000	305 400		305 400
Administrateur de programme (P-4)	234 400		234 400	240 300		240 300
Administrateur de programme (P-4) ^a				-		-
Administrateur de programme (P-3)	195 600		195 600	200 500		200 500
Administrateur de programme (P-3)	195 600		195 600	200 500		200 500
Administrateur de programme (adjoint de 1 ^{re} classe) (P-2)	170 000		170 000	174 300		174 300
Administrateur de programme (adjoint de 1 ^{re} classe) (P-2)	170 000		170 000	174 300		174 300
Total partiel 3.1.1 Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	1 263 600		1 263 600	1 295 300		1 295 300
3.1.2 Personnel d'appui administratif						
Assistant administratif (G-6)	118 800		118 800	121 800		121 800
Assistant administratif (G-6)	118 800		118 800	121 800		121 800
Assistant administratif (G-6)	118 800		118 800	121 800		121 800
Assistant administratif (G-6) – temps partiel		59 400	59 400		59 400	59 400
Assistant administratif (G-5)	118 800		118 800	121 800		121 800
Assistant administratif (G-5)	118 800		118 800	121 800		121 800
Total partiel 3.1.2 Personnel d'appui administratif	594 000	59 400	653 400	609 000	59 400	668 400

Tableau 5 (suite)
Projets de budget révisés pour 2017 et 2018
(en dollars des États-Unis)

<i>Poste de dépenses</i>	<i>Budget approuvé pour 2017 par la Plénière de la Plateforme à sa quatrième session</i>	<i>Modifications proposées</i>	<i>Projet de budget révisé pour 2017</i>	<i>Budget pour 2018 proposé à la Plénière de la Plateforme à sa quatrième session</i>	<i>Modifications proposées</i>	<i>Montant révisé du budget pour 2018</i>
Total partiel 3.1 Personnel	1 857 600	59 400	1 917 000	1 904 300	59 400	1 963 700
3.2 Dépenses de fonctionnement du secrétariat (autres que les dépenses de personnel)						
3.2.1 Voyages en mission						
Voyages officiels	120 000		120 000	130 000		130 000
Total partiel 3.2.1 Voyages en mission	120 000		120 000	130 000		130 000
3.2.2 Formation du personnel						
Formation du personnel	15 000		15 000	15 000		15 000
Total partiel 3.2.2 Formation du personnel	15 000		15 000	15 000		15 000
3.2.3 Matériel et fournitures de bureau						
Matériel consommable (articles d'une valeur unitaire inférieure à 1 500 dollars)	4 500		4 500	4 500		4 500
Fournitures de bureau	12 000		12 000	12 000		12 000
Total partiel 3.2.3 Matériel et fournitures de bureau	16 500		16 500	16 500		16 500
3.2.4 Locaux						
Contribution au coût des services communs (entretien des locaux à usage de bureaux, sécurité partagée, standard téléphonique, etc.)	45 000		45 000	45 000		45 000
Total partiel 3.2.4 Locaux	45 000		45 000	45 000		45 000
3.2.5 Imprimantes, photocopieuses, appui informatique et dépenses accessoires						
Utilisation et entretien des imprimantes et des photocopieuses	5 000		5 000	5 000		5 000
Logiciels et dépenses accessoires	4 000		4 000	4 000		4 000
Services d'appui informatique	25 000	36 250	61 250	25 000	36 250	61 250
Total partiel 3.2.5 Imprimantes, photocopieuses, appui informatique et dépenses accessoires	34 000	36 250	70 250	34 000	36 250	70 250
3.2.6 Téléphone, affranchissement et divers						
Téléphone	20 000		20 000	20 000		20 000
Affranchissement et divers	2 000		2 000	2 000		2 000
Total partiel 3.2.6 Téléphone, affranchissement et divers	22 000		22 000	22 000		22 000
3.2.7 Dépenses de représentation						
Dépenses de représentation	5 000		5 000	5 000		5 000
Total partiel 3.2.7 Dépenses de représentation	5 000		5 000	5 000		5 000

Tableau 5 (suite)
Projets de budget révisés pour 2017 et 2018
(en dollars des États-Unis)

Poste de dépenses	Budget approuvé pour 2017 par la Plénière de la Plateforme à sa quatrième session		Projet de budget révisé pour 2017	Budget pour 2018 proposé à la Plénière de la Plateforme à sa quatrième session		Montant révisé du budget pour 2018
		Modifications proposées			Modifications proposées	
Total partiel 3.2 Dépenses de fonctionnement (autres que les dépenses de personnel)	257 500	36 250	293 750	267 500	36 250	303 750
Total partiel 3 Secrétariat (dépenses de fonctionnement et de personnel)	2 115 100	95 650	2 210 750	2 171 800	95 650	2 267 450
Total partiel 1+2+3	8 144 750	608 685	8 753 435	7 605 200	-155 565	7 449 635
Dépenses d'appui au programme (8 %)	651 580	48 695	700 275	608 416	-12 445	595 971
Coût total à la charge du Fonds d'affectation spéciale	8 796 330	657 380	9 453 710	8 213 616	-168 010	8 045 606
Contribution à la réserve opérationnelle (10 %)				-925 096		-925 096
Total des ressources nécessaires	8 796 330	657 380	9 453 710	7 288 520	-168 010	7 120 510

^aAdministrateur (P-4) détaché par le PNUE.

A. Propositions d'ajustement au budget approuvé pour 2017

22. La présente section présente les principaux ajustements qu'il est proposé d'apporter au budget pour 2017.

1. Réunions des organes de la Plateforme

23. Il est proposé d'ajouter une nouvelle sous-rubrique relative aux dépenses afférentes aux lieux de tenue des conférences à la rubrique 1.1 (sessions de la Plénière). En effet, lorsqu'une session de la Plénière se tient à Bonn, le Gouvernement allemand fournit un appui en nature afin de couvrir 90 % du coût afférent à la tenue de la conférence au Centre international de conférence de Bonn sous réserve que les 10 % restants soient pris en charge par le Fonds d'affectation spéciale de la Plateforme. Pour la cinquième session de la Plénière, les coûts afférents au lieu de tenue de la conférence sont estimés à 650 000 dollars. La nouvelle sous-rubrique correspond à 10 % de ce coût, soit 65 000 dollars, pour 2017. Un montant correspondant n'a pas encore été comptabilisé pour 2018 et la Plateforme a appelé les gouvernements à exprimer leur souhait d'accueillir la sixième session.

24. Comme indiqué plus haut, depuis la première année du fonctionnement de la Plateforme, son budget prévoit par erreur trois réunions du Groupe d'experts multidisciplinaire par an au lieu de deux. Il est proposé de corriger cette erreur, ce qui devrait permettre de réduire le montant alloué à la sous-rubrique 1.2 de 70 000 dollars.

2. Mise en œuvre du programme de travail

25. Objectif 2 : une augmentation de 312 000 dollars est proposée, comme précisé ci-après :

a) Le Bureau recommande vivement que tous les auteurs principaux participent en 2017 à la deuxième réunion des auteurs pour l'évaluation mondiale. Le budget actuel ne prévoit la participation des auteurs principaux qu'à la première et à la troisième réunions. Cela laisse trop de temps sans possibilité d'interaction et de discussion des principales questions alors qu'il reste suffisamment de temps pour apporter des modifications majeures. Cette modification proposée entraînerait une dépense supplémentaire de 262 000 dollars;

b) Il est proposé de tenir une réunion en 2017 et en 2018, chacune d'un coût de 50 000 dollars, au cours desquelles la première et la deuxième versions préliminaires de l'évaluation mondiale seraient analysées avec les représentants des réseaux de populations autochtones et de communautés locales en vue de développer pleinement la composante relative aux savoirs autochtones et locaux de l'évaluation mondiale.

26. Objectif 3 : une augmentation de 56 000 dollars est proposée afin de permettre aux experts dans le domaine de la dégradation des terres participant aux quatre évaluations régionales d'assister à la troisième réunion des auteurs pour l'évaluation de la dégradation et de la restauration des terres afin d'apporter une perspective régionale à cette évaluation.

27. Objectif 4 : une augmentation de 150 035 dollars est proposée, qui correspond aux coûts suivants :

a) Le coût de l'examen de la Plateforme pour 2017, qui représente la moitié du coût total proposé dans la note du secrétariat sur la procédure à suivre pour examiner l'efficacité des fonctions administratives et scientifiques de la Plateforme (IPBES/5/11), 200 070 dollars;

b) Le coût d'une réunion du groupe d'experts sur les outils d'appui à l'élaboration des politiques (50 000 dollars en 2017), qui ne s'est pas réunie en 2016 mais devrait se réunir en 2017 et 2018, dans le contexte de la nouvelle collaboration avec Oppla, en vue de fournir des orientations pour l'élaboration du contenu du catalogue d'outils d'appui à l'élaboration des politiques.

28. En outre, le budget devra tenir compte de la décision de la Plénière concernant les deux évaluations thématiques (sur les espèces exotiques envahissantes et l'utilisation durable de la biodiversité) et l'évaluation méthodologique sur les valeurs, pour lesquelles aucun crédit n'est actuellement inscrit au budget. La note du secrétariat sur les considérations relatives à la réalisation de deux évaluations thématiques et d'une évaluation méthodologique (document IPBES/5/6) prévoit un budget de 997 000 dollars sur trois ans pour chacune de ces évaluations.

29. Si la Plénière décide d'engager une ou plusieurs nouvelles évaluations en 2017, un nouveau poste devra être créé au secrétariat de la Plateforme pour faire face à la difficile tâche qu'est la coordination simultanée d'au moins sept évaluations. Ce poste serait à la classe P-3 (195 600 dollars)

3. Dépenses de personnel et de fonctionnement du secrétariat

30. Le Bureau recommande vivement la création d'un nouveau poste à mi-temps au niveau G-6, d'un coût de 59 400 dollars par an, pour renforcer la fonction de gestion des connaissances et de l'information au secrétariat, en particulier en ce qui concerne le perfectionnement et la gestion de la base de données globale et des interfaces de gestion des connaissances et des données du Web. Ce fonctionnaire aiderait le spécialiste de la gestion des connaissances (adjoint de 1^{re} classe, P-2), qui fait face à une lourde charge de travail et n'a aucune assistance.

31. L'augmentation du coût des services informatiques en 2016, due à une augmentation du nombre des utilisateurs, devrait se reproduire en 2017. Un montant supplémentaire de 36 250 dollars doit donc être prévu pour tenir compte du nombre d'utilisateurs escompté en 2017.

B. Propositions d'ajustement du budget indicatif pour 2018

32. La présente section présente les principaux ajustements qu'il est proposé d'apporter au projet de budget pour 2018 présenté à la Plénière à sa quatrième session, qui en a pris note.

1. Réunions des organes de la Plateforme

33. À sa sixième session, la Plénière examinera cinq évaluations, dont quatre évaluations régionales qui seront examinées lors de séances parallèles. Il faudra donc des ressources supplémentaires pour couvrir les services d'interprétation fournis lors de ces séances parallèles. Les détails relatifs à ces arrangements figurent dans la note du secrétariat sur l'organisation des sixième et septième sessions de la Plénière et l'élaboration du deuxième programme de travail de la Plateforme (document IPBES/5/12). Ces dépenses supplémentaires, comptabilisées au poste 1.1, sont estimées à 300 000 dollars.

34. Comme indiqué plus haut, le budget de la Plateforme, depuis sa première année, inclut par erreur trois réunions du Groupe d'experts multidisciplinaire par an au lieu de deux. Il est proposé de corriger cette erreur et donc de réduire le montant alloué au poste 1.2 de 70 000 dollars.

2. Mise en œuvre du programme de travail

35. Objectif 2 : une augmentation de 218 750 dollars est proposée, comme indiqué ci-après :

a) Le budget actuel pour l'appui technique pour les quatre évaluations régionales et l'évaluation de la dégradation des terres comprend le financement jusqu'à la sixième session de la Plénière. Il est proposé d'inscrire des fonds supplémentaires pour couvrir une période de trois mois après la sixième session, qui servirait à finaliser les chapitres, compiler et publier les observations et effectuer des travaux de communication et d'information. Cet appui nécessiterait 37 500 dollars pour

chaque évaluation régionale et 18 750 dollars pour l'évaluation de la dégradation des terres, soit un montant total de 168 750 dollars;

b) Comme indiqué à la section V A ci-dessus, il est proposé de tenir une réunion en 2018, d'un coût de 50 000 dollars, axée sur la deuxième version préliminaire de l'évaluation mondiale en vue de développer la partie de l'évaluation mondiale relative aux savoirs autochtones et locaux.

36. Objectif 3 : à sa quatrième session, la Plénière a approuvé un budget de 800 000 dollars pour l'année 2018 et de même pour 2019 aux fins des évaluations sur les espèces exotiques envahissantes et sur les valeurs. Or, ce montant a été supprimé car le budget devra tenir compte de la décision de la Plénière concernant les deux évaluations thématiques (sur les espèces exotiques envahissantes et l'utilisation durable de la biodiversité) et l'évaluation méthodologique sur les valeurs, pour lesquelles aucun crédit n'est actuellement inscrit au budget. La note du secrétariat sur les considérations relatives à la réalisation de deux évaluations thématiques et d'une évaluation méthodologique (document IPBES/5/6) prévoit un budget de 997 000 dollars sur trois ans pour chacune de ces évaluations.

37. Objectif 4 : une augmentation de 100 035 dollars est proposée, correspondant aux dépenses de la deuxième année de l'examen de la Plateforme, comme proposé dans le document IPBES/5/11, pour la procédure relative à l'examen de l'efficacité des fonctions administratives et scientifiques de la Plateforme, ce qui porte le total à 200 070 dollars.

3. Dépenses de personnel et de fonctionnement du secrétariat

38. Les dépenses supplémentaires pour le personnel du secrétariat et les coûts de fonctionnement sont similaires à celles présentées pour le même poste en 2017, à savoir 59 400 dollars par an pour un nouveau poste G-6 à mi-temps au secrétariat de la Plateforme et un montant supplémentaire de 36 250 dollars pour faire face à une augmentation des coûts des services informatiques.

V. Projet de budget indicatif révisé pour la période allant de janvier à mai 2019

39. On trouvera indiquées au tableau 6 les modifications qu'il est proposé d'apporter au projet de budget présenté à la Plénière, qui en a pris note, à sa quatrième session (décision IPBES-4/2, annexe, tableau 6), ce qui s'est traduit par un projet de budget révisé pour la période couvrant de janvier à mai 2019. Les révisions proposées sont motivées par le fait que la septième session de la Plénière se tiendra en mai 2019 afin de laisser suffisamment de temps pour mettre au point l'évaluation mondiale et d'ajuster son lancement pour tenir compte des exigences en matière d'établissement de rapports du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 et des objectifs d'Aichi relatifs à la biodiversité biologique.

40. Les salaires ont été inclus pour l'ensemble du secrétariat. Les dépenses de fonctionnement au prorata pour la période allant de janvier à mai sont également comptabilisées, ainsi que le coût de la septième session de la Plénière. Le projet de budget pour 2019 devra être lourdement révisé lorsque le deuxième programme de travail, démarrant en 2019, sera pris en compte.

Tableau 6
Projet de budget révisé pour janvier-mai 2019
(en dollars des États-Unis)

<i>Poste de dépenses</i>	<i>Budget pour 2019 proposé à la quatrième session de la Plénière</i>	<i>Modifications proposées</i>	<i>Projet de budget révisé pour janvier-mai 2019</i>
1. Réunions des organes de la Plateforme	–	–	–
1.1 Sessions de la Plénière			
Frais de voyage des participants à la septième session de la Plénière (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance)	500 000		500 000
Services de conférence (traduction, édition et interprétation)	765 000		765 000
Services d'établissement des rapports de la Plénière	65 000		65 000
Services de sécurité pour la Plénière	100 000		100 000
Total partiel 1.1 Sessions de la Plénière	1 430 000		1 430 000

Tableau 6 (*suite*)
Projet de budget révisé pour janvier-mai 2019
(en dollars des États-Unis)

<i>Poste de dépenses</i>	<i>Budget pour 2019 proposé à la quatrième session de la Plénière</i>	<i>Modifications proposées</i>	<i>Projet de budget révisé pour janvier-mai 2019</i>
1.2 Réunions du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire			
Frais de voyage et coût des réunions pour les participants aux réunions du Bureau			
Frais de voyage et coût des réunions pour les participants aux réunions du Groupe d'experts			
Total partiel 1.2 Réunions du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire			
1.3 Frais de voyage du Président pour représenter la Plateforme			
Total partiel 1 Réunions des organes de la Plateforme	1 430 000		1 430 000
2. Mise en œuvre du programme de travail			
2.1 Objectif 1 : renforcer les capacités et les connaissances concernant l'interface science-politique pour que la Plateforme puisse s'acquitter de ses principales fonctions	91 667		91 667
2.2 Objectif 2 : renforcer l'interface science-politique dans le domaine de la biodiversité et des services écosystémiques aux niveaux sous-régional, régional et mondial ainsi que de manière transversale	127 500		127 500
2.3 Objectif 3 : renforcer l'interface science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques s'agissant des questions thématiques et méthodologiques	800 000	-800 000	0
2.4 Objectif 4 : faire connaître et évaluer les activités de la Plateforme, ses produits et ses conclusions	118 750		118 750
Total partiel 2 Mise en œuvre du programme de travail	1 137 917	-800 000	337 917
3. Secrétariat			
3.1 Personnel du secrétariat			
3.1.1 Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur			
Chef de secrétariat (D-1)	127 250		127 250
Administrateur de programme (P-4)	100 125		100 125
Administrateur de programme (P-4) ^a	–		–
Administrateur de programme (P-3)	83 542		83 542
Administrateur de programme (P-3)	83 542		83 542
Administrateur de programme (adjoint de 1 ^{re} classe) (P-2)	72 625		72 625
Administrateur de programme (adjoint de 1 ^{re} classe) (P-2)	72 625		72 625
Total partiel 3.1.1 Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	539 709		539 709
3.1.2 Personnel d'appui administratif			
Assistant administratif (G-6)	50 750		50 750
Assistant administratif (G-6)	50 750		50 750
Assistant administratif (G-6)	50 750		50 750
Assistant administratif (G-6) – temps partiel		24 750	24 750
Assistant administratif (G-5)	50 750		50 750
Assistant administratif (G-5)	50 750		50 750
Total partiel 3.1.2 Personnel d'appui administratif	253 750	24 750	278 500
Total partiel 3.1 Personnel	793 459	24 750	818 209
3.2 Dépenses de fonctionnement du secrétariat (autres que les dépenses de personnel)			
3.2.1 Voyages en mission			

Tableau 6 (suite)
Projet de budget révisé pour janvier-mai 2019
(en dollars des États-Unis)

<i>Poste de dépenses</i>	<i>Budget pour 2019 proposé à la quatrième session de la Plénière</i>	<i>Modifications proposées</i>	<i>Projet de budget révisé pour janvier-mai 2019</i>
Voyages officiels	65 000		65 000
Total partiel 3.2.1 Voyages en mission	65 000		65 000
3.2.2 Formation du personnel			
Formation professionnelle à la gestion des projets			
Total partiel 3.2.2 Formation du personnel			
3.2.3 Matériel et fournitures de bureau			
Matériel consommable (articles d'une valeur unitaire inférieure à 1 500 dollars)	1 875		1 875
Fournitures de bureau	5 000		5 000
Total partiel 3.2.3 Matériel et fournitures de bureau	6 875		6 875
3.2.4 Locaux			
Contribution aux dépenses pour les services communs (entretien des locaux à usage de bureaux, sécurité commune, standard téléphonique, etc.)	18 750		18 750
Total partiel 3.2.4 locaux	18 750		18 750
3.2.5 Imprimantes, photocopieuses appui informatique et dépenses accessoires			
Utilisation et entretien des imprimantes et des photocopieuses	2 083		2 083
Logiciels et autres dépenses accessoires	1 667		1 667
Services d'appui informatique	10 417	15 104	25 521
Total partiel 3.2.5 Imprimantes, photocopieuses, appui informatique et dépenses accessoires	14 167	15 104	29 271
3.2.6 Téléphone, affranchissement et divers			
Téléphone	8 333		8 333
Affranchissement et divers	833		833
Total partiel 3.2.6 Téléphone, affranchissement et divers	9 166		9 166
3.2.7 Dépenses de représentation			
Dépenses de représentation	2 083		2 083
Total partiel 3.2.7 Dépenses de représentation	2 083		2 083
Total partiel 3.2 Dépenses de fonctionnement (autres que les dépenses de personnel)	116 041	15 104	131 145
Total partiel 3. Secrétariat (dépenses de personnel et de fonctionnement)	909 500	39 854	949 354
Total partiel 1+2+3	3 477 417	-760 146	2 717 271
Dépenses d'appui au programme (8 %)	278 193	-60 812	217 382
Coût total à la charge du Fonds d'affectation spéciale	3 755 610	-820 958	2 934 653
Contribution à la réserve opérationnelle (10 %)			
Total des ressources nécessaires	3 755 610		2 934 653

^aAdministrateur (P-4) détaché par le PNUE.

41. Les modifications apportées par rapport au budget indicatif dont la Plénière a pris note à sa quatrième session sont décrites dans les sections suivantes.

1. Mise en œuvre du programme de travail

42. Objectif 3 : les projets de budget pour 2018 et 2019, présentés à la Plénière, qui en a pris note, à sa quatrième session, comprenaient un montant de 800 000 dollars pour chacune des deux années pour les évaluations sur les espèces exotiques envahissantes et sur les valeurs. Ce montant a été supprimé du projet de budget pour la période allant de janvier à mai 2019. Le budget final pour 2019 devra tenir compte de la décision prise par la Plénière concernant les deux évaluations thématiques (sur les espèces exotiques envahissantes et sur l'utilisation durable de la biodiversité) et l'évaluation méthodologique sur les valeurs, pour lesquelles aucun crédit n'est actuellement inscrit au budget. La note du secrétariat sur les considérations relatives à la réalisation de deux évaluations thématiques et d'une évaluation méthodologique (document IPBES/5/6) prévoit un budget de 997 000 dollars sur trois ans pour chacune de ces évaluations.

2. Dépenses de personnel et de fonctionnement du secrétariat

43. Le coût d'un nouveau poste G-6 à mi-temps au secrétariat de la Plateforme est comptabilisé pour la période allant de janvier à mai 2019. L'augmentation du coût des services informatiques mentionnée pour les années antérieures s'applique également à cette période.

VI. Aperçu des coûts de fonctionnement de la Plateforme et évaluation des fonds à mobiliser

44. Le total des contributions versées jusqu'à présent (à savoir jusqu'au 15 décembre 2016) se monte à 26 476 193 dollars. Les contributions annoncées non versées pour la période 2016-2018 s'élèvent à 3 274 951 dollars. À ce jour, le montant total des ressources reçues ou annoncées s'élève donc à 29 751 144 dollars (tableau 1).

45. Le coût total de l'ensemble du premier programme de travail de la Plateforme, qui est de 40 506 766 dollars, est présenté dans le tableau 7. Il couvre la réalisation de six évaluations en cours et tous les ajustements proposés pour la période 2016-2019 et repose sur l'hypothèse qu'aucune nouvelle évaluation ne sera entreprise dans le cadre du premier programme de travail.

Tableau 7

Ensemble des ressources nécessaires pour le premier programme de travail de la Plateforme (2012–2019)

(en dollars des États-Unis)

<i>Année</i>	<i>Total</i>
2012 (montant effectif)	480 123
2013 (montant effectif)	2 326 754
2014 (montant effectif)	3 784 158
2015 (montant effectif)	8 131 321
2016 (montant estimatif)	6 275 537
2017 (projet de budget révisé)	9 453 710
2018 (projet de budget révisé)	7 120 510
2019 (budget indicatif)	2 934 653
Montant total des ressources nécessaires	40 506 766

46. Compte tenu de ce qui précède, les fonds qui doivent encore être mobilisés s'élèvent à 10 755 622 dollars, correspondant à la différence entre le coût total du premier programme de travail (40 506 766 dollars) et le montant total des ressources reçues ou annoncées à ce jour (29 751 144 dollars). Face à cette situation critique, le Bureau invite instamment les gouvernements et les parties prenantes en mesure de le faire à annoncer des contributions au Fonds d'affectation spéciale pour 2017 et les années suivantes.

47. Le tableau 8 présente l'ensemble des besoins financiers (correspondant aux coûts à couvrir au moyen du Fonds d'affectation spéciale et aux contributions versées à la réserve opérationnelle) pour 2017-2019 et une estimation du solde cumulé des fonds disponibles.

48. Le solde de trésorerie disponible au 1^{er} janvier 2017 est estimé à 6 189 233 dollars. Cela correspond à la différence entre le montant total des contributions versées ou annoncées pour la période 2012-2016, soit 27 187 127 dollars (tableau 1) et la somme de toutes les dépenses engagées entre 2012 et 2016, qui sont présentées dans le tableau 7 et s'élèvent à 20 997 894 dollars. Ce montant, majoré du montant annoncé au 15 décembre 2016 pour 2017 (1 384 319 dollars), s'élève à 7 573 552 dollars, ce qui représente le montant total des ressources disponibles pour 2017, sur la base des financements garantis et des contributions annoncées.

49. Le montant total des ressources disponibles pour 2017 est utilisé dans le tableau 8 comme base pour estimer le solde cumulé des fonds disponibles entre 2017 et 2019.

50. Estimation prudente : la ligne A du tableau 8 présente un scénario très prudent avec un solde estimé en utilisant comme seules ressources les contributions annoncées au 15 décembre 2016 pour 2017 et 2018. Selon ce scénario prudent, la Plateforme sera déficitaire en 2017 et aura besoin de ressources supplémentaires s'élevant à 1 880 157 dollars pour équilibrer son budget. Le déficit devrait croître au cours des années suivantes pour atteindre un niveau critique de 10 755 622 dollars en 2019. Ce montant de 10 755 622 dollars représente donc le montant total des fonds devant être mobilisés.

51. Scénario réaliste : la ligne B du tableau 8 présente un scénario plus réaliste avec un solde estimé révisé retenant comme recettes, outre les contributions annoncées au 15 décembre 2016 pour 2017 et 2018, les contributions supplémentaires potentielles estimées sur la base des contributions passées des donateurs habituels. Selon ce scénario plus réaliste, la Plateforme sera également déficitaire en 2017 et aura besoin de 707 630 dollars pour équilibrer son budget. Le déficit devrait croître au cours des années suivantes pour atteindre un niveau critique plus faible mais s'établissant néanmoins à 8 391 840 dollars en 2019.

Tableau 8

Montant total des ressources nécessaires pour la Plateforme et montant estimatif du solde cumulé des fonds disponibles pour la période 2017-2019

(en dollars des États-Unis)

	2017		2018		2019	
	Montant total des ressources nécessaires	Solde cumulé des fonds disponibles (+/-)	Montant total des ressources nécessaires	Solde cumulé des fonds disponibles (+/-)	Montant total des ressources nécessaires	Solde cumulé des fonds disponibles (+/-)
Solde de trésorerie estimatif au 1 ^{er} janvier 2017		6 189 233				
Contributions supplémentaires annoncées (voir tableau 1)		1 384 319		1 179 698		
A. Solde estimé sur la base des contributions annoncées pour 2017-2018	9 453 710	(1 880 157)	7 120 510	(7 820 969)	2 934 653	(10 755 622)
Contributions supplémentaires potentielles de contributeurs réguliers (NB : contributions non annoncées)		1 172 528		1 191 255		
B. Solde estimatif révisé tenant compte des contributions supplémentaires potentielles	9 453 710	(707 630)	7 120 510	(5 457 187)	2 934 653	(8 391 840)

VII. Activités d'appel de fonds et projet de stratégie en matière de collecte de fonds

A. Activités d'appel de fonds

52. Comme les années précédentes, le Secrétaire exécutif, sous la direction du Bureau, a continué de rechercher activement des financements, notamment en invitant tous les gouvernements et observateurs à fournir des ressources financières et des contributions en nature. De cette façon, d'importantes contributions financières (tableau 1) et un appui en nature (tableau 2) ont été reçus, ce qui s'est traduit par des économies substantielles dans la mise en œuvre du programme de travail. Afin de mieux faire connaître les besoins de la Plateforme en matière de renforcement des capacités et de forger de nouveaux partenariats, le segment de haut niveau du forum sur le renforcement des capacités de la Plateforme s'est tenue à New York le 23 septembre 2016 en marge de la soixante et onzième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (pour plus de détails, voir la note du secrétariat relative aux travaux sur le renforcement des capacités, publiée sous la cote IPBES-5/3).

53. Sous la direction du Bureau, le Secrétaire exécutif est également parvenu à enregistrer de nouveaux gains d'efficacité au niveau des opérations de la Plateforme. Il s'agit notamment d'économies réalisées en ce qui concerne les dépenses afférentes aux lieux de réunion et aux frais de voyage du personnel, résultant de la tenue d'importantes réunions à Bonn, et d'économies au titre de l'indemnité journalière de subsistance, résultant de la fourniture des repas et du logement aux participants. En outre, certaines fonctions et responsabilités touchant aux voyages et aux achats ont été regroupées au siège du secrétariat à Bonn, ce qui a entraîné une réduction des frais de voyage au moyen d'un traitement plus efficace et en temps voulu. Les fonctionnaires du secrétariat ont également contribué à la réalisation d'économies en se proposant de voyager en classe économique alors qu'ils étaient autorisés à voyager en classe affaires en application des règles de l'ONU.

B. Projet de stratégie en matière de collecte de fonds

54. Un projet de stratégie en matière de collecte de fonds, qui a été élaboré par le Secrétaire exécutif sous la supervision du Bureau, est présenté dans l'annexe à la présente note.

VIII. Mesures proposées par la Plénière

55. La Plénière souhaitera peut-être envisager de prendre les mesures suivantes :

- a) Se féliciter des contributions en espèces et en nature reçues depuis la quatrième session de la Plénière;
- b) Prendre note de l'état des contributions en espèces et en nature reçues à ce jour;
- c) Prendre note également des annonces de contributions pour la période allant au-delà de 2016;
- d) Prendre note en outre de l'état des dépenses pendant l'exercice biennal 2015-2016, ainsi que des économies réalisées pendant l'exercice biennal;
- e) Inviter les gouvernements, les organismes des Nations Unies, le Fonds pour l'environnement mondial, d'autres organisations intergouvernementales, les parties prenantes et les autres entités en mesure de le faire, y compris les organisations régionales d'intégration économique, le secteur privé et les fondations, à annoncer des contributions et à verser des contributions au Fonds d'affectation spéciale de la Plateforme et des contributions en nature pour appuyer les travaux de la Plateforme;
- f) Prier le Secrétaire exécutif, agissant sous la direction du Bureau, de faire rapport à la Plénière à sa sixième session sur les dépenses pour l'exercice biennal 2016-2017;
- g) Adopter le budget révisé pour l'exercice biennal 2017-2018, qui s'élève à [] dollars;
- h) Prendre note du projet de budget pour 2019, qui s'élève à [], sachant qu'il devra encore être révisé avant d'être adopté;
- i) Prier les experts des pays développés désignés comme membres d'un groupe d'experts ou d'un organe subsidiaire de confirmer qu'ils disposent de l'appui financier nécessaire pour participer aux travaux de la Plateforme;

j) Approuver la stratégie en matière de collecte de fonds et prier le Secrétaire exécutif, conformément aux règles de gestion financière de la Plateforme et travaillant sous la direction du Bureau et avec le soutien des pays membres, de commencer à mettre en œuvre la stratégie et de rendre compte des progrès accomplis à cet égard à la Plénière.

Projet de stratégie en matière de collecte fonds

I. Mobilisation de trois types de ressources au titre de la Plateforme

1. La Plateforme s'appuie sur trois types de ressources pour mettre en œuvre efficacement et avec succès son mandat et atteindre son objectif qu'est le renforcement de l'interface science-politique pour la biodiversité et les services écosystémiques : les contributions en espèces versées au Fonds d'affectation spéciale; les contributions en nature destinées à appuyer la mise en œuvre du programme de travail; la mobilisation des activités des partenaires à l'appui de la Plateforme.

2. Les contributions en espèces versées au Fonds d'affectation spéciale appuient le fonctionnement de base de la Plateforme, notamment la tenue des sessions de la Plénière et des réunions du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire, le fonctionnement du secrétariat et la mise en œuvre du programme de travail. Aux termes de l'article 5 des procédures financières de la Plateforme, adoptées par la Plénière par ses décisions IPBES-2/7 et IPBES-3/2, les contributions en espèces versées au Fonds d'affectation spéciale doivent être faites en tant que contributions non préaffectées. À titre exceptionnel, les contributions dont la valeur unitaire est supérieure à 300 000 dollars par donateur et par activité sont autorisées avec l'approbation de la Plénière. Les contributions dont la valeur unitaire est égale ou inférieure à 300 000 dollars par donateur et par activité peuvent être acceptées avec l'approbation du Bureau. À ce jour, les contributions en espèces versées au Fonds d'affectation spéciale ont été reçues exclusivement de gouvernements. Certains gouvernements donateurs contribuent au Fonds d'affectation spéciale sur une base régulière, alors que d'autres contributions ont été irrégulières et que la gamme des contributions a varié.

3. Les contributions en nature sont définies comme un appui direct, non reçu par le Fonds d'affectation spéciale, pour les activités qui sont soit prévues dans le cadre du programme de travail, qui, à défaut, devraient être financées par le Fonds d'affectation spéciale, soit organisées à l'appui du programme de travail. Les fournisseurs de contributions en nature vont d'individus à des institutions et des gouvernements, et leurs contributions couvrent un large éventail d'activités, indiquées ci-après :

a) Fourniture de temps de travail et de compétences à titre gratuit à la Plateforme par les experts qui sont membres d'un groupe d'évaluation ou d'un autre groupe d'experts – contribution en nature sans laquelle la mise en œuvre du programme de travail de la Plateforme ne serait pas soutenable dans la limite des ressources financières disponibles;

b) Couverture des frais de participation aux réunions de la Plateforme par les experts des pays développés, qui n'ont pas droit à une aide financière;

c) Fourniture d'un appui technique pour des produits spécifiques par les institutions accueillant les groupes d'appui technique;

d) Fourniture d'installations de conférence et d'un appui logistique pour des réunions spécifiques;

e) Fourniture de données telles que les données pertinentes pour les indicateurs, ouverture de l'accès à des connaissances qui sinon ne sont disponibles qu'en payant, et libre accès aux infrastructures numériques en place.

4. La mobilisation des activités des partenaires à l'appui de la Plateforme ne contribue pas directement à la mise en œuvre du programme de travail de la Plateforme, mais joue indirectement un rôle important dans le succès global de la Plateforme. Cette mobilisation comprend la mise en place des bases sur lesquelles la Plateforme peut s'appuyer dans ses opérations et qui permettent de tirer parti des produits de la Plateforme et d'en assurer l'application pratique. Dans le même ordre d'idées, les partenaires contribuent aux travaux de la Plateforme, par exemple en promouvant et en encourageant les activités qui visent à satisfaire les besoins prioritaires en matière de renforcement des capacités, à appuyer la production de connaissances dans des domaines où la Plateforme a identifié et défini comme prioritaires des lacunes et à permettre l'engagement des communautés autochtones et locales dans la Plateforme.

5. La mobilisation de fonds pour la Plateforme doit porter sur les trois types de ressources. Étant donné qu'un fonds d'affectation spéciale bien financé est essentiel pour le fonctionnement de la Plateforme, l'accent devrait être mis sur la mobilisation des contributions en espèces versées au Fonds d'affectation spéciale. Dans le même temps, toutefois, les contributions en nature et la mobilisation des activités des partenaires sont elles aussi essentielles pour assurer le succès de la Plateforme.

II. Activités visant à renforcer la collecte de fonds

6. Les activités ci-après sont proposées pour renforcer la mobilisation de fonds pour la Plateforme :

- a) Améliorer la compréhension de la structure actuelle des donateurs de la Plateforme et identifier les donateurs ou partenaires potentiels pour chacun des trois types de ressources, en notant que, si l'association des fondations philanthropiques et du secteur privé doit être l'un des objectifs des activités de mobilisation de fonds de la Plateforme, il est probable que les gouvernements demeureront le principal groupe versant des contributions au Fonds d'affectation spéciale;
- b) Améliorer la compréhension des incitations, de la motivation, des mesures dissuasives et des obstacles en ce qui concerne les contributions financières et en nature et les activités d'appui des donateurs ;
- c) Intensifier les efforts visant à élargir la composition de la Plateforme;
- d) Faire connaître activement l'importance des travaux de la Plateforme et de ses bienfaits aux donateurs et partenaires potentiels;
- e) Sensibiliser les donateurs et partenaires potentiels aux possibilités d'appui à la Plateforme;
- f) Créer des possibilités de collaboration avec les donateurs et partenaires potentiels, notamment en marge de réunions de haut niveau et dans le cadre de réunions bilatérales;
- g) Collaborer avec les donateurs existants désireux de promouvoir les efforts de mobilisation de fonds;
- h) Saluer largement les contributions des donateurs et des partenaires.

III. Activités prioritaires pour 2017

7. Un spécialiste de la mobilisation des ressources, parrainé par le Gouvernement français, coordonnera la mise en œuvre de la stratégie de collecte de fonds pour le premier programme de travail de la Plateforme, à compter de septembre 2017. Il est proposé que les activités suivantes soient entreprises entre les cinquième et sixième sessions de la Plénière :

- a) Invitation officielle aux pays non membres de la Plateforme à en devenir membres;
- b) Production de supports de communication pour faire connaître la valeur des travaux de la Plateforme aux partenaires et donateurs potentiels, en utilisant des exemples concrets et un discours de légitimation et en définissant des solutions particulières pour la fourniture de l'appui, y compris les contributions au Fonds d'affectation spéciale, le versement de contributions préaffectées dans la mesure où les règles financières l'autorisent, l'option plus souple des contributions en nature et la conduite d'activités d'appui;
- c) Identification d'un certain nombre de champions des donateurs et collaboration avec eux aux fins de l'organisation d'une réunion de collecte de fonds en marge de la réunion du Forum politique de haut niveau pour le développement durable qui se tiendra du 10 au 19 juillet 2017 à New York;
- d) Préparation d'une analyse, y compris au moyen de consultations avec les États membres et les autres donateurs potentiels, de la structure actuelle des donateurs qui contribuent à la Plateforme et des incitations, des motivations des donateurs, des mesures dissuasives et des obstacles qu'ils rencontrent dans le versement de fonds, de contributions et d'un appui, et identification de stratégies visant à renforcer les mesures d'incitation, surmonter les obstacles et associer d'autres donateurs et partenaires potentiels;
- e) Collaboration avec les gouvernements, fondations et entreprises ciblés et avec les manifestations d'appel de fonds qui sont en harmonie avec les stratégies identifiées;

- f) Établissement et mise à jour d'une liste des donateurs contribuant à la Plateforme, publiée sur son site Web;
 - g) Organisation d'une réunion de donateurs potentiels dans le cadre des préparatifs de la sixième session de la Plénière.
-